



SERGIO AQUINO

lecteur friand d'Arnold R. Reason compte aujourd'hui 50 000 abonnés à sa version papier. Sa directrice de publication, Katherine Mangu-Ward, revient sur son lancement : «Le moment était porteur, avec cette opposition à la conscription, mais aussi aux écoles publiques, jugées déficientes et responsables de la ségrégation. Il y avait également un soutien croissant pour la légalisation de l'avortement et des drogues. Nous défendons toujours les mêmes valeurs, la plus grande liberté d'expression possible, le libre marché et le rationalisme.»

Un an plus tard, en 1969, le conflit au Vietnam suscite une nette rupture entre les libertariens et les conservateurs. Lors d'une réunion de l'organisation Young Americans for Freedom (Les Jeunes Américains pour la liberté), de droite, un militant du courant libertarien brûle son livret militaire pour marquer son opposition à la guerre. Face à cette provocation, des bagarres ont failli éclater. Le libertarisme affiche ainsi un isolationnisme qui continue de le définir. S'impliquer dans un conflit armé est généralement perçu par les libertariens comme un interventionnisme majeur de l'Etat. Ce qui n'empêche pas certains, tel David Boaz, d'être plus partagés – en s'opposant par exemple à la guerre en Irak, tout en estimant nécessaire aujourd'hui d'apporter de l'aide à l'Ukraine.

L'un des principaux artisans de la révolte libertarienne est Murray Rothbard (1926-1995), un intellectuel au parcours étonnant, traversant tout le spectre politique, de l'extrême droite à la droite modérée, en passant par une période où il était proche des milieux maoïstes, pour terminer sa vie là où il l'avait commencée, à l'extrême droite. Il publie en 1973 ce qui reste la grande synthèse des idées libertariennes : *For a New Liberty: The Libertarian Manifesto* (Pour une nouvelle liberté : le manifeste libertarien, non traduit, Macmillan Publishers). L'ouvrage débute par

les mots suivants : «Le credo libertarien repose sur un principe : aucun homme ou groupe d'hommes n'a le droit de s'en prendre à une autre personne ou à la propriété d'un autre. C'est ce que l'on peut appeler "l'axiome de non-agression".» Chacun doit pouvoir mener sa vie comme il l'entend, sans craindre l'interférence des autorités et des autres. Le rôle de l'Etat est donc de garantir la sécurité intérieure et extérieure, sans chercher à intervenir dans le comportement des citoyens ou de lancer dans de coûteuses aventures militaires. Chaque individu s'appartient à lui-même, tout comme il possède le fruit de son travail. Il lui est loisible de faire commerce de ses aptitudes, et l'Etat a pour rôle de s'assurer que les contrats sont respectés. Rien de plus.

TRIOMPHE DANS LES ANNÉES 1970

Dans les années 1970, le libertarisme triomphe. Le Parti libertarien est créé en 1971. Hayek est lauréat du prix Nobel d'économie en 1974. Milton Friedman reçoit la même récompense deux ans plus tard. Le philosophe Robert Nozick fait paraître en 1974 *Anarchie, Etat et utopie* (PUF, 1988), ouvrage qui achève de donner ses lettres de noblesse au libertarisme en lui permettant d'entrer dans les départements de philosophie. Nozick s'oppose à l'anarchie, il estime que l'Etat a un rôle à jouer, mais sous une forme minimale, sa seule responsabilité consistant à protéger les individus de la violence, du vol et de la fraude. En 1977, c'est le Cato Institute qui est fondé en partie grâce à un généreux mécène, l'industriel David Koch – lequel reste l'un des principaux soutiens du Parti républicain. Le projet trouve en Ronald Reagan un parfait porte-parole. Il est élu à la présidence en 1980 sur la base d'un discours empreint d'idées libertariennes. «Le gouvernement, c'est le problème», clame-t-il. Pour juguler l'inflation des années 1970, l'Etat est invité à restreindre son

LE PROJET TROUVE UN PARFAIT PORTE-PAROLE EN REAGAN, ÉLU À LA PRÉSIDENTIE EN 1980 SUR LA BASE D'UN DISCOURS EMPREINT D'IDÉES LIBERTARIENNES

action. Il doit éviter d'augmenter la masse monétaire ou de faire peser sur les acteurs économiques un encadrement réglementaire trop lourd, qui provoquerait une hausse des coûts de production.

Dans les sacs de droit, des étudiants estiment que ce qu'on leur enseigne est en décalage avec l'époque. «Ils estimaient que tous leurs profs étaient de gauche», rappelle Todd Henderson, professeur de droit de l'université de Chicago. Ils créent donc, en 1982, la Federalist Society, devenue une très influente association de juristes et d'avocats, dont les principes sont inspirés du conservatisme et du libertarisme. Les fondateurs sont issus de Harvard, Yale et de l'université de Chicago.

Non loin du bureau de Todd Henderson se trouve une plaque où on peut lire : «Barack Obama, 44^e président des États-Unis et maître de conférences à l'école de droit de l'université de Chicago, a écrit Les Rêves de mon père dans ce bureau.» Mais à côté est affiché un cliché d'un autre homme noir qui a peut-être exercé une plus grande influence sur l'histoire récente des États-Unis : Clarence Thomas. La photo date de 1991, année où il a intégré la Cour suprême. Il est aujourd'hui le plus ancien juge en poste. Ce personnage profondément conservateur a pu faire avancer des causes chères à la droite ainsi qu'aux libertariens, tels le port d'armes et la liberté d'expression. Il est le premier membre de la très puissante Federalist Society à rejoindre la Cour suprême. Six des neuf plus hauts magistrats du pays en sont issus, ou cultivent d'étroites relations avec elle.

C'est cette association qui a propagé la théorie d'interprétation de la Constitution dominante aux États-Unis, l'originalisme. Selon elle, il faut essayer de rester au plus près des intentions des Pères fondateurs, ce qui amène généralement à limiter l'action du gouvernement fédéral. La décision, ren-

due en juin, retirant la protection constitutionnelle accordée à l'avortement, repose sur une telle lecture. Todd Henderson, lui-même membre de la Federalist Society, trouve cette décision raisonnable, précisant toutefois s'exprimer en son nom personnel. «Les libertariens ont pour principe de respecter l'autonomie corporelle de chacun. Mais l'avortement met également en cause un autre corps que celui des femmes. La question est donc de savoir quels sont les droits dont disposent les bébés pas encore nés?» La Cour suprême a estimé qu'il ne revenait pas aux juges de trancher : en vertu du fédéralisme, la décision doit être prise au niveau des États, par les électeurs.

Dans les années 1990, l'essor d'Internet remet à la mode la pensée libertarienne. Depuis la Californie, un vent de renouveau souffle grâce au technolibertarisme, une chapelle proche d'Elon Musk. En 1996, John Perry Barlow (1947-2018), ancien parolier du groupe rock Grateful Dead et militant libertarien, publie la *Déclaration d'indépendance du cyberspace*. Dans ce document écrit en réaction à l'adoption d'une loi encadrant le Web, Barlow affirme : «Gouvernements du monde industriel, géants fatigués de chair et d'acier, je viens du cyberspace, nouvelle demeure de l'esprit. Au nom de l'avenir, je vous demande, à vous qui êtes du passé, de nous laisser tranquilles. Vous n'êtes pas les bienvenus parmi nous. Vous n'avez aucun droit de souveraineté sur nos lieux de rencontre.» En France, ce texte a été publié dans une anthologie : *Libres enfants du savoir numérique* (Éditions de l'Éclat, 2000).

RÊVE ASSOMBRI

Fred Turner, professeur de sciences de la communication à l'université Stanford, a étudié dans son ouvrage *Aux sources de l'utopie numérique* (C & F Éditions, 2013) l'influence du mouvement hippie sur la Silicon Valley. «Le manifeste de Barlow est un document incroyable. Il fait bien entendu référence à la déclaration d'indépendance des États-Unis de 1776, et y mêle des idées nées en Californie selon lesquelles les nouvelles technologies nous aident à atteindre une plus grande conscience personnelle. Les patrons du Web y trouvent de quoi justifier leurs fortunes.» En vertu de la liberté de choix, si les employés de Twitter refusent de souscrire aux dures conditions de travail imposées par Elon Musk après son rachat du réseau et perdent donc leur emploi, c'est simplement la conséquence de leur décision, et non le résultat des pratiques du dirigeant. Le technolibertarisme cherche donc à dépolitiser les interactions humaines, et il y parvient en s'appuyant sur l'utopie hippie qui rêve d'une société affranchie des lourdes institutions entravant l'expression personnelle. C'est encore le rêve poursuivi par les amateurs des cryptomonnaies, qui cherchent à se débarrasser des banques centrales.

Le rêve d'une société libérée grâce au Web s'est cependant rapidement assombri. Dès 2009, l'influent technomilliardaire et libertarien Peter Thiel écrit dans une tribune publiée par le Cato Institute : «Je ne crois plus que la liberté et la démocratie sont compatibles» – la pression du public en faveur de l'intervention de l'Etat étant trop grande. Cette hostilité envers l'Etat est partagée par le Tea Party, mouvement ultraconservateur né sous Barack Obama en réaction à sa réforme de la santé et aux mesures prises après la crise financière de 2007-2009. L'aile libertarienne du Parti républicain a espéré pouvoir en capter l'énergie, mais, dans la course à l'investiture en vue de la présidentielle de 2016, son candidat, le sénateur Rand Paul, a échoué face à un Donald Trump attisant le racisme de cette base militante.

Depuis, le libertarisme politique s'est radicalisé. En mai, le Parti libertarien a nommé à sa tête Angela Elise McArdle, issue de la frange la plus extrémiste de cette formation demeurée indépendante du Parti républicain. «La faction la plus dure, relativement recente, a pris le dessus, possiblement avec l'intention de provoquer l'effondrement du parti. Les membres de ce courant n'ont pas digéré la défaite de Donald Trump en 2020. Ils estiment que si les électeurs libertariens avaient voté pour lui cette année-là, il serait toujours à la Maison Blanche», analyse Andrew Koppelman. La farouche indépendance des libertariens est devenue un esprit de revanche. Elon Musk affirme maintenant que l'ancienne direction de Twitter aurait «interféré» dans l'élection présidentielle de 2020, en ne relayant pas certains articles sur un ordinateur qui aurait appartenu au fils de Joe Biden. Elon Musk donne ainsi satisfaction à ces esprits vengeurs. ■

MARC-OLIVIER BHERER